

**PÔLE RÉGIONAL D'ÉCONOMIE SOCIALE DE LAVAL**

**États Financiers**

**31 mars 2025**

**PÔLE RÉGIONAL D'ÉCONOMIE SOCIALE DE LAVAL**  
**TABLE DES MATIÈRES**

---

|                                           |               |
|-------------------------------------------|---------------|
| <b>RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS</b> | <b>3 - 4</b>  |
| <b>ÉTATS FINANCIERS</b>                   |               |
| <b>Résultats</b>                          | <b>5</b>      |
| <b>Évolution des actifs nets</b>          | <b>6</b>      |
| <b>Bilan</b>                              | <b>7</b>      |
| <b>Flux de trésorerie</b>                 | <b>8</b>      |
| <b>Notes complémentaires</b>              | <b>9 - 12</b> |
| <b>RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES</b>     | <b>13</b>     |

# ***Amstutz Inc.***

## ***Comptables Professionnels Agréés***

### **RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS**

Aux membres de  
PÔLE RÉGIONAL D'ÉCONOMIE SOCIALE DE LAVAL

**Opinion** - Nous avons effectué l'audit des états financiers de PÔLE RÉGIONAL D'ÉCONOMIE SOCIALE DE LAVAL (l'organisme), qui comprennent le bilan au 31 mars 2025, et l'état des résultats, l'état de l'évolution des actifs nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 31 mars 2025, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes à but non lucratif.

**Fondement de l'opinion** - Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section "Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers" du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'organisme conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers** - La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'organisme ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'organisme.

**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers** - Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre:

• nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

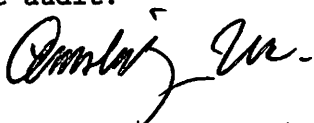
• nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisme;

• nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

• nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'organisme à cesser son exploitation;

• nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



Par R. Amstutz CPA auditeur  
Le 2 juin 2025  
Montréal, Québec  
Permis No: A105202

**PÔLE RÉGIONAL D'ÉCONOMIE SOCIALE DE LAVAL**  
**RÉSULTATS**  
Exercice terminé le 31 mars 2025

|                                                | 2 0 2 5          | 2 0 2 4          |
|------------------------------------------------|------------------|------------------|
| <b>PRODUITS</b>                                |                  |                  |
| Subventions et contributions (annexe A)        | 461 596 \$       | 625 607 \$       |
| Entente de service                             | 52 000           | -                |
| Autres                                         | 8 647            | 389              |
| Bourses                                        | 8 500            | 7 000            |
| Intérêts                                       | 1 475            | 2 434            |
| Événements                                     | -                | 8 460            |
|                                                | <u>532 218</u>   | <u>643 890</u>   |
| <b>CHARGES</b>                                 |                  |                  |
| Salaires et charges sociales                   | 356 998          | 402 306          |
| Honoraires-contrats                            | 63 462           | 122 257          |
| Honoraires professionnels                      | 22 519           | 19 984           |
| Loyer                                          | 16 600           | 23 501           |
| Bourses                                        | 8 500            | -                |
| Frais de réunions                              | 7 647            | -                |
| Frais de déplacement                           | 6 044            | 1 635            |
| Communication                                  | 4 965            | -                |
| Dépenses liées à l'informatique                | 4 251            | 3 676            |
| Amortissement - immobilisations corporelles    | 2 454            | 1 599            |
| Assurances                                     | 2 324            | 2 020            |
| Vie associative                                | 1 982            | -                |
| Cotisations et abonnements                     | 1 756            | -                |
| Frais de gestion                               | 1 725            | -                |
| Télécommunication                              | 1 718            | 1 758            |
| Fourniture de bureau et papeterie              | 1 653            | 4 622            |
| Intérêts, frais bancaires et services de paies | 1 213            | 1 365            |
| Frais de formation                             | 684              | 467              |
| Frais d'activités                              | -                | 21 155           |
| Publicité et promotion                         | -                | 6 398            |
| Taxes et permis                                | -                | 3 929            |
| Frais de représentation                        | -                | 1 465            |
|                                                | <u>506 495</u>   | <u>621 137</u>   |
| <b>EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES</b>   | <u>25 723 \$</u> | <u>25 753 \$</u> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

PÔLE RÉGIONAL D'ÉCONOMIE SOCIALE DE LAVAL  
ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS  
Exercice terminé le 31 mars 2025

|                                                   | 2 0 2 5                                                |                         | 2 0 2 4           |                  |
|---------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------|------------------|
|                                                   | <u>Investis en<br/>immobilisations<br/>corporelles</u> | <u>Non<br/>affectés</u> | <u>Total</u>      | <u>Total</u>     |
| Solde au début de<br>l'exercice                   | 6 211 \$                                               | 74 006 \$               | 80 217 \$         | 54 464 \$        |
| Excédent des<br>produits sur<br>les charges       | -                                                      | 25 723                  | 25 723            | 25 753           |
| Acquisition<br>d'immobilisations<br>corporelles   | 2 116                                                  | (2 116)                 | -                 | -                |
| Amortissement -<br>immobilisations<br>corporelles | <u>(2 454)</u>                                         | <u>2 454</u>            | <u>-</u>          | <u>-</u>         |
| Solde à la fin de<br>l'exercice                   | <u>5 873 \$</u>                                        | <u>100 067 \$</u>       | <u>105 940 \$</u> | <u>80 217 \$</u> |

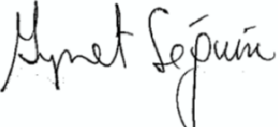
Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

PÔLE RÉGIONAL D'ÉCONOMIE SOCIALE DE LAVAL  
BILAN  
au 31 mars 2025

|                                             | 2 0 2 5           | 2 0 2 4           |
|---------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| <b>ACTIF</b>                                |                   |                   |
| <b>ACTIF À COURT TERME</b>                  |                   |                   |
| Encaisse                                    | 81 851 \$         | 134 860 \$        |
| Débiteurs (note 3)                          | 29 097            | 17 508            |
| Subventions à recevoir (note 4)             | 44 782            | 36 993            |
| Frais payés d'avance                        | <u>2 337</u>      | <u>2 486</u>      |
|                                             | 158 067           | 191 847           |
| <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 5)</b> | <u>5 873</u>      | <u>6 211</u>      |
|                                             | <u>163 940 \$</u> | <u>198 058 \$</u> |
| <b>PASSIF ET ACTIFS NETS</b>                |                   |                   |
| <b>PASSIF À COURT TERME</b>                 |                   |                   |
| Emprunt bancaire (note 6)                   | 19 647 \$         | 2 984 \$          |
| Créditeurs (note 7)                         | 38 353            | 77 357            |
| Apports reportés (note 8)                   | <u>-</u>          | <u>37 500</u>     |
|                                             | <u>58 000</u>     | <u>117 841</u>    |
| <b>ACTIFS NETS</b>                          |                   |                   |
| Investis en immobilisations corporelles     | 5 873             | 6 211             |
| Non affectés                                | <u>100 067</u>    | <u>74 006</u>     |
|                                             | <u>105 940</u>    | <u>80 217</u>     |
|                                             | <u>163 940 \$</u> | <u>198 058 \$</u> |

ENGAGEMENT CONTRACTUEL (note 9)

AU NOM DU CONSEIL

..  ..administrateur

 .....administrateur

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**PÔLE RÉGIONAL D'ÉCONOMIE SOCIALE DE LAVAL**  
**FLUX DE TRÉSORERIE**  
exercice terminé le 31 mars 2025

|                                                                                    | 2 0 2 5          | 2 0 2 4           |
|------------------------------------------------------------------------------------|------------------|-------------------|
| <b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>                                                 |                  |                   |
| Excedent des produits sur les charges                                              | 25 723 \$        | 25 753 \$         |
| Éléments sans incidence sur l'encaisse                                             |                  |                   |
| Amortissement - immobilisations corporelles                                        | <u>2 454</u>     | <u>1 599</u>      |
|                                                                                    | 28 177           | 27 352            |
| <b>VARIATION NETTE DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE</b>                                    |                  |                   |
| <b>DU FONDS DE ROULEMENT</b>                                                       |                  |                   |
| Débiteurs                                                                          | (11 589)         | 20 637            |
| Subventions à recevoir                                                             | (7 789)          | 11 397            |
| Frais payés d'avance                                                               | 149              | 2 249             |
| Créditeurs                                                                         | (39 004)         | 10 068            |
| Apports reportés                                                                   | <u>(37 500)</u>  | <u>(102 558)</u>  |
|                                                                                    | <u>(67 556)</u>  | <u>(30 855)</u>   |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>                                                  |                  |                   |
| Acquisition d'immobilisations corporelles                                          | <u>(2 116)</u>   | <u>(4 619)</u>    |
|                                                                                    | <u>(2 116)</u>   | <u>(4 619)</u>    |
| <b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>                                                    |                  |                   |
| Remboursement de la dette à long terme                                             | <u>-</u>         | <u>(40 000)</u>   |
|                                                                                    | <u>-</u>         | <u>(40 000)</u>   |
| <b>DIMINUTION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS</b>                              |                  |                   |
| <b>DE TRÉSORERIE</b>                                                               | (69 672)         | (75 474)          |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE au début</b>                            | <u>131 876</u>   | <u>207 350</u>    |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE à la fin</b>                            | <u>62 204 \$</u> | <u>131 876 \$</u> |
| <br>La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de ce qui suit: |                  |                   |
| Encaisse                                                                           | 81 851 \$        | 134 860 \$        |
| Emprunt bancaire                                                                   | <u>(19 647)</u>  | <u>(2 984)</u>    |
|                                                                                    | <u>62 204 \$</u> | <u>131 876 \$</u> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'organisme a été constitué selon la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec le 10 juillet 2015 et il est un organisme à but non lucratif au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu.

L'organisme a pour mission de consolider et veiller à l'essor du réseau des entreprises d'économie sociale.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et comprennent les principales méthodes comptables suivantes:

Estimations de la direction

La préparation des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes exige que la direction effectue des estimations et établisse des hypothèses qui touchent les montants des actifs et des passifs déclarés, la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et le montant des produits et des charges pour la période visée. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatations des produits

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'organisme consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif et les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode de l'amortissement dégressif aux taux indiqués ci-dessous:

|                                  |   |     |
|----------------------------------|---|-----|
| Mobilier et équipement de bureau | - | 20% |
| Équipement informatique          | - | 30% |

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

### Instruments financiers

L'organisme évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur. Il évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût ou au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des débiteurs et des subventions à recevoir. Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des créditeurs.

### Dépréciation

En ce qui a trait aux actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, l'organisme détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative, et si l'organisme détermine qu'il y a eu au cours de l'exercice un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs, une réduction de valeur est comptabilisée aux résultats. Une moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur. La valeur comptable de l'actif financier ne peut être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise de valeur si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. La reprise de valeur est comptabilisée aux résultats.

### Coûts de transaction

L'organisme comptabilise ses coûts de transactions dans les résultats de l'exercice où ils sont engagés dans le cas des instruments financiers qui sont évalués ultérieurement à la juste valeur. Les coûts de transactions relatifs à des instruments financiers évalués ultérieurement au coût après amortissement sont comptabilisés au coût initial de l'actif ou du passif financier et comptabilisés aux résultats sur la durée de l'instrument financier selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

### Dépréciation d'actifs à long terme

Les immobilisations corporelles sont soumises à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur comptabilisée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

## 3. DÉBITEURS

|                                    | <u>2 0 2 5</u>   | <u>2 0 2 4</u>   |
|------------------------------------|------------------|------------------|
| Comptes clients                    | 20 400 \$        | 550 \$           |
| Taxes à la consommation à recevoir | <u>8 697</u>     | <u>16 958</u>    |
|                                    | <u>29 097 \$</u> | <u>17 508 \$</u> |

PÔLE RÉGIONAL D'ÉCONOMIE SOCIALE DE LAVAL  
NOTES COMPLÉMENTAIRES  
au 31 mars 2025

| 4. SUBVENTIONS À RECEVOIR                                                                                                                                                                                                  |                              | <u>2 0 2 5</u>                | <u>2 0 2 4</u>   |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|-------------------------------|------------------|
| Ministère de l'Économie de l'Innovation et de l'Énergie                                                                                                                                                                    |                              |                               |                  |
| Mission globale                                                                                                                                                                                                            |                              | 10 000 \$                     | 10 000 \$        |
| Mesure 2                                                                                                                                                                                                                   |                              | 22 500                        | -                |
| Chantier de l'économie sociale                                                                                                                                                                                             |                              |                               |                  |
| Mesure 4 ÉS J'achète                                                                                                                                                                                                       |                              | 12 282                        | -                |
| Renforcement des entreprises d'économie sociale                                                                                                                                                                            |                              | -                             | 2 585            |
| Approvisionnement auprès des entreprises d'économie sociale                                                                                                                                                                |                              | -                             | 2 156            |
| Ville de Laval - Élaboration d'une politique d'économie sociale et développememnt d'un plan d'action associé                                                                                                               |                              | -                             | 15 000           |
| Québec Emploi                                                                                                                                                                                                              |                              |                               |                  |
| Soutien gestion des ressources humaines                                                                                                                                                                                    |                              | -                             | 3 320            |
| Coaching développement des habiletés en gestion                                                                                                                                                                            |                              | -                             | 2 716            |
| FCCQ - subvention salariale                                                                                                                                                                                                |                              | -                             | 1 216            |
|                                                                                                                                                                                                                            |                              | <u>44 782 \$</u>              | <u>36 993 \$</u> |
| 5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES                                                                                                                                                                                             |                              | <u>2 0 2 5</u>                | <u>2 0 2 4</u>   |
|                                                                                                                                                                                                                            | Amortis-<br>sement<br>cumulé |                               |                  |
|                                                                                                                                                                                                                            | <u>Coût</u>                  | <u>Valeur nette comptable</u> |                  |
| Mobilier et équipement de bureau                                                                                                                                                                                           | 2 009 \$                     | 1 654 \$                      | 355 \$           |
| Équipement informatique                                                                                                                                                                                                    | <u>13 382</u>                | <u>7 864</u>                  | <u>5 518</u>     |
|                                                                                                                                                                                                                            | <u>15 391 \$</u>             | <u>9 518 \$</u>               | <u>5 873 \$</u>  |
|                                                                                                                                                                                                                            |                              |                               | <u>6 211 \$</u>  |
| 6. EMPRUNT                                                                                                                                                                                                                 |                              |                               |                  |
| L'organisme dispose de facilités de crédit sous forme d'une marge de crédit de 40 000\$ et d'une carte de crédit de 5 000\$, portant intérêt au taux de 9,20%. Au 31 mars 2025, le solde est de 19 647\$ (2024 - 2 984\$). |                              |                               |                  |
| 7. CRÉDITEURS                                                                                                                                                                                                              |                              | <u>2 0 2 5</u>                | <u>2 0 2 4</u>   |
| Comptes fournisseurs et frais courus                                                                                                                                                                                       |                              | 316 \$                        | 34 825 \$        |
| Salaires et vacances à payer                                                                                                                                                                                               |                              | 38 037                        | 39 783           |
| Remise gouvernementales à payer                                                                                                                                                                                            |                              | -                             | 2 749            |
|                                                                                                                                                                                                                            |                              | <u>38 353 \$</u>              | <u>77 357 \$</u> |

**PÔLE RÉGIONAL D'ÉCONOMIE SOCIALE DE LAVAL**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
au 31 mars 2025

| 8. APPORTS REPORTÉS           | <u>2 0 2 5</u> | <u>2 0 2 4</u>   |
|-------------------------------|----------------|------------------|
| Solde au début                | 37 500 \$      | 140 058 \$       |
| Reçus durant l'exercice       | <u>-</u>       | <u>146 650</u>   |
|                               | 37 500         | 286 708          |
| Constatés à titre de produits | <u>37 500</u>  | <u>249 208</u>   |
|                               | <u>-</u> \$    | <u>37 500</u> \$ |

Les apports reportés sont constitués de ce qui suit:

|                                                                       |             |                  |
|-----------------------------------------------------------------------|-------------|------------------|
| Fondation Lucie et André Chagnon                                      | -           | \$ 30 000 \$     |
| Chantier de l'économie sociale                                        |             |                  |
| Volet 1: Accompagnement spécialisé des entreprises d'économie sociale | <u>-</u>    | <u>7 500</u>     |
|                                                                       | <u>-</u> \$ | <u>37 500</u> \$ |

**9. ENGAGEMENT CONTRACTUEL**

L'organisme loue des locaux en vertu d'un bail échéant le 28 février 2026 renouvelable annuellement et résiliable en tout temps par un préavis de 3 mois. Les paiements minimums futurs totalisent 12 870\$ (plus taxes) au cours du prochain exercice.

**10. INSTRUMENTS FINANCIERS**

**Risques et concentrations**

L'organisme, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques. L'analyse suivante indique l'exposition et les concentrations de l'organisme aux risques à la date du bilan, soit au 31 mars 2025.

**Risque de liquidité**

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme éprouve des difficultés honorer des engagements liés à des passifs financiers. L'organisme est exposé à ce risque principalement en regard à ses créditeurs.

**Risque de crédit**

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit pour l'organisme sont liés aux débiteurs et aux subventions à recevoir.

**11. CHIFFRES COMPARATIFS**

Les chiffres de l'exercice 2024 ont été audités par un autre comptable professionnel agréé et ne sont pas couverts par ce rapport d'audit.

PÔLE RÉGIONAL D'ÉCONOMIE SOCIALE DE LAVAL  
RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
exercice terminé le 31 mars 2025

|                                                                                            | 2 0 2 5           | 2 0 2 4           |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| <b>ANNEXE A - SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS</b>                                             |                   |                   |
| <u>Gouvernement du Québec</u>                                                              |                   |                   |
| Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie                                   |                   |                   |
| Mission globale                                                                            | 110 000 \$        | 110 000 \$        |
| Volet 1: Accompagnement spécialisé des entreprises d'économie sociale                      | 75 000            | 75 000            |
| Québec Emploi                                                                              |                   |                   |
| Soutien gestion des ressources humaines                                                    | -                 | 2 281             |
| Coaching développement des habiletés en gestion                                            | -                 | 2 716             |
| <u>Gouvernement du Canada</u>                                                              |                   |                   |
| FCCQ subvention salariale                                                                  | -                 | 2 715             |
| <u>Ville de Laval</u>                                                                      |                   |                   |
| Mission globale                                                                            | 100 000           | 100 000           |
| Collectif autour d'une tasse (CAT) - Phase II                                              | -                 | 90 958            |
| Élaboration d'une politique d'économie sociale et développememt d'un plan d'action associé | -                 | 94 360            |
| <u>Chantier de l'économie sociale</u>                                                      |                   |                   |
| Fondation Lucie et André Chagnon                                                           | 120 000           | 83 250            |
| Services d'incubation de nouvelles entreprises collectives (SISMIC)                        | 40 000            | 40 000            |
| Mesure 4 ÉS J'achète                                                                       | 16 596            | -                 |
| Renforcement des entreprises d'économie sociale                                            | -                 | 6 463             |
| Approvisionnement auprès des entreprises d'économie sociale                                | -                 | 5 392             |
| L'ampli, projet de valorisation du financement participatif en capital                     | -                 | 4 571             |
| <u>Autre</u>                                                                               |                   |                   |
| FESTQ - subventions salariales                                                             | -                 | 7 901             |
|                                                                                            | <u>461 596 \$</u> | <u>625 607 \$</u> |